

**LA VICTOIRE DU « NON » AU RÉFÉRENDUM CONFIRME QUE CHIRAC,  
SES MINISTRES ET SON ASSEMBLÉE UMP SONT ILLÉGITIMES :  
PAR LA LUTTE TOUS ENSEMBLE, NOUS POUVONS LES CHASSER !**

*La nomination par Chirac d'un « nouveau » gouvernement UMP dirigé par le tandem Villepin-Sarkozy, avec la reprise d'une bonne partie des ministres déjà en poste dans le gouvernement Raffarin, est une véritable provocation contre le peuple : nul ne peut accepter de voir ainsi piétiner le vote NON majoritaire qui s'est exprimé le 29 mai !* En votant NON au référendum, les travailleurs, la « France d'en bas », la majorité de la population ont rejeté le projet de « Constitution » européenne, mais aussi, à travers lui, *tous les traités européens antérieurs (Maastricht, Amsterdam, Nice...) et toute l'« Union européenne » des patrons et des banquiers*, qu'on nous présente depuis des années comme le seul avenir possible. Mais, en votant NON, les travailleurs et le peuple ont rejeté aussi, de manière indissociable, *tous les politiciens partisans du OUI et toute la politique de contre-réformes et de régression sociale* que ces gens-là mènent à tour de rôle dans les gouvernements successifs depuis plus de vingt ans.

**Chirac nous provoque et nous méprise : va-t-on le laisser piétiner la volonté du peuple ?**

En nommant ce « nouveau » gouvernement UMP pour poursuivre la même politique — au-delà de ses grandes phrases sur la « lutte contre le chômage », auxquelles plus personne ne croit tant on les a entendues en vain depuis des années —, *Chirac affiche donc son plus profond mépris envers les travailleurs et le peuple* : mépris envers les ouvriers, qui ont voté NON à 81 % ; mépris envers les chômeurs, qui ont voté NON à 79 % ; mépris envers les employés, qui ont voté NON à 60 % ; mépris envers les salariés du public, qui ont voté NON à 64 % ; mépris envers les paysans, qui ont voté NON à 70 % ; mépris envers les jeunes, qui ont voté NON à 59 %... *Chirac n'a donc avec lui que les partisans du OUI, minoritaires dans le pays* : les patrons du MEDEF, les banquiers, les journalistes aux ordres, les bourgeois qui ont les moyens de vivre dans les grandes villes les plus riches (Paris, Lyon, Strasbourg, Toulouse, Bordeaux), ainsi que la majorité des cadres et des gens les plus aisés (60 % de ceux qui gagnent entre 3000 et 4500 euros par mois ont voté OUI, et 74 % de ceux qui gagnent plus de 4500 euros !). D'ailleurs, la victoire du NON aurait sans doute été plus écrasante encore si bon nombre d'électeurs ne s'était pas fait manipuler par la propagande mensongère et le chantage des

politiciens et des principaux médias, notamment par la campagne de calomnie contre les partisans du « Non de gauche » et d'extrême gauche.

**Chirac et son Assemblée sont minoritaires : ils n'ont aucun droit à rester au pouvoir !**

En s'accrochant au pouvoir alors que, battu à plate couture, il aurait dû démissionner et dissoudre l'Assemblée UMP, Chirac montre qu'il n'a rien du démocrate qu'il prétendait être en 2002, quand tous les syndicats et toutes les forces politiques de gauche (jusqu'à la LCR !) nous demandaient de voter pour lui sous prétexte de défendre la « démocratie ». Alors que ses ministres n'ont cessé de répéter aux millions de manifestants de mai-juin 2003 que « ce n'est pas la rue qui gouverne », il apporte lui-même la preuve que, *dans le système politique actuel, ce n'est pas non plus le peuple qui décide, ce n'est pas le suffrage universel qui détermine la politique des gouvernements* : en s'accrochant au pouvoir, Chirac, ses ministres et son Assemblée montrent aux yeux de tous qu'*ils ne sont pas au service du peuple, mais des valets du patronat, des banquiers et de l'Union européenne !*

*Mais de quel droit ces gens-là nous voleraient-ils notre victoire, alors qu'ils ont été battus ? De quel droit continueraient-ils, pendant encore deux ans ou plus, à mener cette politique, alors qu'ils ne représentent qu'une minorité dans le pays ? De quel droit imposeraient-ils encore à la grande majorité de la population une politique incapable de lutter contre le chômage, de mettre fin aux délocalisations et aux plans de licenciements et de lutter contre la misère qui ne cesse de progresser ? De quel droit imposeraient-ils pendant encore deux ans et plus une politique de privatisation et de destruction des services publics, une politique de contre-réformes contre nos acquis (retraites, Sécurité sociale, assurance chômage, statuts...), une politique de répression contre les lycéens, les sans-papiers, etc. ? De quel droit imposeraient-ils pendant encore deux ans et plus une politique impérialiste, cette dette avec laquelle ils participent à l'étranglement des pays pauvres, notamment en Afrique, et ces interventions meurtrières de l'armée française, comme en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Togo, etc. ? Ils n'en ont pas le droit ! Rejetés par la majorité, après avoir déjà soulevé contre eux des millions de grévistes et de manifestants (mai-juin 2003, 5 février, 10 mars et 16 mai 2005...), ces gens-là n'ont aucune légitimité : il faut les chasser !*

**La victoire du Non est aussi une défaite cinglante pour le PS et les Verts : elle confirme que ces partis sont tout aussi minoritaires que Chirac !**

Cependant, *en votant NON au référendum, les travailleurs, la majorité du peuple ont infligé également une défaite sans appel au PS et aux Verts, à tous ces Jospin, Hollande, Lang, Mamère, Voynet, etc., qui ont fait une campagne acharnée en faveur du OUI, insultant et calomniant les partisans du NON de gauche et d'extrême gauche, recourant comme Chirac et l'UMP au mensonge et au chantage pour tromper les électeurs.*

De plus, auparavant, *ces gens-là ont eux-mêmes mené, pendant des années, une politique de contre-réformes au service du patronat, des banquiers et de l'Union européenne capitaliste, préparant à chaque fois le terrain à Chirac. C'est ainsi que le gouvernement PS dirigé par Fabius entre 1983 et 1986 a entamé les négociations qui ont abouti au traité de Maastricht et a mené une politique de « rigueur » contre les salaires, les services publics, la Sécurité sociale, l'école publique... faisant déjà le jeu de la droite et préparant le retour au pouvoir de Chirac : comme Chirac-Raffarin aujourd'hui, il fut battu lors des élections de 1986. Plus récemment, le gouvernement de « gauche plurielle » (PS-PCF-Verts...) dirigé par Jospin entre 1997 et 2002, avec notamment Fabius au ministère de l'économie et Gayssot aux transports, a signé les traités européens d'Amsterdam et de Nice, privatisé à tour de bras, appliqué servilement le plan Juppé contre la Sécurité sociale et les directives européennes contre les services publics et les acquis... préparant une nouvelle fois le retour au pouvoir de Chirac ; Jospin lui aussi, comme Fabius en 1984, comme Chirac-Raffarin aujourd'hui... fut battu, rejeté par le peuple en 2002.*

*Les politiciens qui dirigent le PS (y compris Fabius, qui s'est prononcé pour le NON de façon hypocrite, pour des raisons de manœuvre personnelle au sein du PS) n'ont donc pas plus de légitimité que Chirac et l'UMP : les travailleurs ont bien raison de ne plus leur faire confiance ! D'ailleurs, la plupart des dirigeants du PS, y compris les minoritaires partisans du NON, ne demandent même pas la démission de Chirac : ils se contentent de préparer leur programme capitaliste pour les élections de 2007... c'est-à-dire qu'ils voudraient eux aussi nous imposer le maintien au pouvoir de Chirac et de l'UMP pendant encore deux ans !*

Les travailleurs ne peuvent donc compter sur les politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur lutte de classe et leur auto-organisation (AG, collectifs de lutte, comités de grève...): c'est seulement ainsi qu'ils remporteront des victoires et prendront en main leur propre destin. Pour notre part, nous ne sommes pas partisans d'une nouvelle

« alternance » dans le cadre de ce système politique, mais d'une rupture radicale avec ce système : nous sommes pour un *gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs*. Car seul un tel gouvernement, en s'appuyant sur la lutte de classe la plus résolue et sur l'auto-organisation des travailleurs, aura assez de force et de volonté pour satisfaire réellement les revendications et les aspirations de la majorité. Seul un tel gouvernement aura assez de force et de courage pour rompre avec le capitalisme, pour aller vers le communisme démocratique au moyen d'une révolution sociale en France, en Europe et dans le monde.

Nous sommes donc partisans d'un *programme politique réellement anticapitaliste, et non seulement « antilibéral »*. À nos yeux, les idéologies « anti-libérales » et « altermondialistes » sont des illusions ou des tromperies délibérées : le système capitaliste est un système barbare, fondé uniquement sur la soif du profit par tous les moyens, il ne peut pas être « humanisé ». En raison de la concurrence internationale acharnée entre les multinationales et les pays ou blocs de pays impérialistes, seule une politique rompant radicalement avec le capitalisme peut commencer à satisfaire les revendications des travailleurs et des peuples opprimés. La tromperie de l'idéologie « anti-libérale » apparaît clairement avec l'exemple du Brésil : avant d'arriver au pouvoir, le PT de Lula avait un programme « anti-libéral », refusant toute orientation réellement anti-capitaliste. Le résultat de cette ligne idéologique et politique, c'est que, depuis son arrivée au pouvoir en 2003, le gouvernement dirigé par Lula, confronté à la mondialisation et à la concurrence internationale, met en œuvre des contre-réformes et une politique capitaliste dictée par le FMI, soumise aux impérialismes, aux banquiers, aux patrons et aux propriétaires fonciers !

**Les partisans du NON de gauche et d'extrême gauche sont les plus nombreux : il faut qu'ils se rassemblent sur un programme anti-capitaliste**

Mais nous ne sommes pas des sectaires : *nous sommes prêts à soutenir tout pas en avant réel permettant aux travailleurs de lutter efficacement et de remporter des victoires*. C'est pourquoi *nous sommes partisans d'une large alliance avec toutes les forces politiques et syndicales qui ont condamné et combattu le projet de « Constitution » européenne et qui voudraient se battre réellement pour les intérêts des travailleurs*. Or ces organisations ont aujourd'hui une responsabilité majeure : les politiciens du OUI sont minoritaires dans le pays et les 67 % des électeurs de gauche et d'extrême gauche qui ont voté NON (y compris 56 % des électeurs habituels du PS qui ont voté contre la direction de ce parti) constituent désormais, potentiellement, la principale force politique du pays (sans compter les 30 %

d'abstentionnistes, dont la majorité est aujourd'hui écœurée à juste titre par les politiciens de droite et de « gauche », mais pourrait sans doute se reconnaître dans une politique radicalement différente, au service des travailleurs). **Il faut donc maintenant rassembler tous ces travailleurs, pour lutter dans la rue et par la grève !**

Si l'on ajoute à cela que l'extrême droite et la minorité de droite partisane du NON, avec leurs arguments réactionnaires, représentent seulement une petite partie des NON exprimés le 29 mai, il apparaît clairement que **la victoire du peuple repose avant tout sur les 67 % des électeurs de gauche et d'extrême gauche qui ont voté NON** (y compris 59 % des électeurs habituels du PS, qui ont voté contre la direction). **Dans ce pays, le principal bloc politique est donc désormais constitué par ceux qui, voulant défendre les travailleurs et tous leurs acquis, ont rejeté expressément la politique de l'Union européenne, de la droite et du PS à la fois.**

Pour notre part, nous proposons à toutes les forces politiques et syndicales qui se réclament des travailleurs de s'unir sur un programme d'action anti-capitaliste :

• **Pour chasser Chirac et son Assemblée UMP, sans attendre 2007.** Comment faire pour les contraindre à partir ? Manifestement, cela suppose une *crise sociale et politique majeure* ; or Chirac est aujourd'hui si affaibli après sa défaite au référendum (même les sondages ne le créditent que de 25 % de « bonnes opinions » !) qu'une telle crise est possible : la mobilisation en masse des travailleurs suffirait pour la déclencher. Il faut donc commencer en convoquant dans les plus brefs délais une *gigantesque manifestation nationale à l'Élysée*, pour imposer la démission de Chirac. Et, si cela ne suffit pas, c'est une *grève générale* des travailleurs, bloquant tout le pays, qui devra faire partir Chirac. Une telle offensive des travailleurs n'a rien d'irréaliste aujourd'hui : non seulement les forces politiques de la bourgeoisie sont considérablement affaiblies, mais en outre les travailleurs et les jeunes ont montré, depuis le début de l'année, qu'ils étaient prêts à se mobiliser en masse, comme ils l'ont fait lors des multiples « journées d'action » (malheureusement sans lendemain) appelées par les syndicats (20 janvier, 5 février, 10 mars, 16 mai...), lors du puissant mouvement lycéen et lors de multiples grèves locales ou sectorielles, parfois en partie victorieuses (cheminots, PSA-Citroën à Aulnay, Radio-France, grande distribution, Total, etc.) ;

• **Pour un gouvernement au service des travailleurs** qui augmente immédiatement tous les bas et moyens salaires, diminue le temps de travail (sans annualisation et flexibilité) pour embaucher les chômeurs, transforme les emplois précaires en emplois stables, régularise tous les sans-papiers, rétablit tous les acquis liquidés par les gouvernements de droite et de gauche ces vingt dernières années (retraite, Sécurité sociale, école publique, etc.), interdit les délocalisations et les licenciements, renationalise les entreprises privatisées, nationalise sous le contrôle des travailleurs les grands moyens de production et d'échange, etc. ;

• **Pour un gouvernement qui rompe avec tous les traités européens et l'Union européenne capitaliste** et qui noue de véritables relations fraternelles de coopération avec les autres peuples, à commencer par l'Europe et les « DOM-TOM », sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (y compris le droit à l'indépendance) ;

• **Pour un gouvernement qui retire les troupes françaises des pays où elles interviennent** au service de l'impérialisme français (Afrique, Afghanistan...) et qui annule la « dette » imposée aux pays dominés (néo-colonisation), car cette « dette » saigne les peuples au seul profit de leurs dirigeants corrompus.

Nul doute que, si un tel programme d'action réellement anti-capitaliste devenait la base d'un rassemblement des forces politiques et syndicales de ce pays, il déclencherait immédiatement *l'adhésion enthousiaste des travailleurs qui ont voté NON au référendum*, et qui cherchent une nouvelle voie politique, rompant avec l'« alternance » droite/gauche plurielle qu'on nous présente depuis plus de vingt ans comme le seul horizon possible. Nul doute que cette nouvelle dynamique redonnerait également l'espoir et le goût de la politique à ces millions qui n'en ont plus et dont une bonne partie continue à se réfugier dans l'abstention. Ce rassemblement politique développerait et populariserait son programme en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs (notamment sur les grèves, avec l'objectif de la grève générale) et sur leur auto-organisation...

### **Toutes les organisations qui ont participé à la victoire du NON doivent cesser de tergiverser et passer à l'offensive contre Chirac et le MEDEF**

Malheureusement, les jours passent et la voie du combat pour chasser Chirac et son Assemblée UMP, pour faire reculer le patronat, donc pour la grève générale et pour un programme politique réellement anti-capitaliste, n'est pas celle qu'empruntent les principales organisations qui se réclament de la défense des travailleurs. *Depuis la victoire franche et massive du 29 mai, que font, que proposent concrètement le PCF, les sociaux-démocrates de gauche partisans du Non, les syndicats CGT, FO, FSU, SUD, etc., ainsi que la LCR, LO et le PT ?* Alors qu'elles constatent elles-mêmes que Chirac, en nommant un gouvernement presque identique au précédent, a la ferme intention de poursuivre la même politique qu'auparavant, ces organisations vont-elles continuer à assister passivement à la mise en place du « nouveau » gouvernement, au lieu de profiter de l'affaiblissement évident du président, des politiciens et de toute la bourgeoisie pour engager une offensive décisive ? **Vont-elles laisser passer l'occasion magnifique offerte par le vote NON des travailleurs et du peuple, alors que ce vote renforce considérablement leur position et leur donne une véritable légitimité populaire contre Chirac, l'Assemblée UMP et la direction du PS ?**

• **Les dirigeants syndicaux de la CGT, de FO et de la FSU vont-ils continuer à demander des « négociations » avec le « nouveau » gouvernement**, qu'ils ont été les premiers à rencontrer, alors qu'il n'est pas légitime ? Vont-ils continuer à discuter gentiment avec Villepin ? Vont-ils continuer à convoquer des « journées d'action » dispersées et sans lendemain (les cheminots le 2 juin, le privé le 9, etc.) ? Les travailleurs ont besoin d'un appel clair à la grève tous ensemble, pour battre le patronat et chasser Chirac !

• **Les sociaux-démocrates de la gauche du PS partisans du NON vont-ils continuer à demander à Chirac d' « entendre » le vote du 29 mai, alors qu'il a au contraire décidé de le piétiner ?** Vont-ils continuer à prôner le « rassemblement » du PS et la rédaction de son programme pour... 2007, au lieu d'engager un combat décisif contre Chirac et son Assemblée UMP ? Et vont-ils continuer à rester dans le PS, alors que ce parti de gouvernement ne pense qu'à « l'alternance » au service des patrons et de l'Union européenne capitaliste et que sa politique a été rejetée si massivement par le peuple, en 2002 comme ce 29 mai ?

• **Le PCF va-t-il continuer à demander à Chirac de « renégocier le traité »,** alors que cela revient d'une part à prétendre que Chirac serait légitime pour parler au nom du peuple, et d'autre part à ne pas dénoncer la construction de l'Union européenne capitaliste en tant que telle, notamment les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice, pourtant rejetés le 29 mai en même temps que tout le reste du projet de « Constitution » européenne ? **Et le PCF va-t-il continuer à demander bien gentiment à Chirac de « dissoudre l'Assemblée »** alors qu'il s'agit de chasser non seulement l'Assemblée, mais d'abord Chirac lui-même ? Le PCF voudrait-il se contenter d'une nouvelle « cohabitation » avec Chirac ? Veut-il encore une fois servir d'instrument au PS, pourtant sanctionné lui aussi par le peuple, en préconisant une nouvelle mouture de la « gauche plurielle » avec les partisans du OUI, comme l'a fait M.-G. Buffet dès le 29 au soir ? Le PCF va-t-il continuer à se contenter d'en appeler vaguement à la « rue » et clairement aux « urnes », alors que les « urnes » ont déjà parlé et que, dans la rue, le seul objectif valable maintenant, c'est une gigantesque manifestation à l'Élysée pour chasser Chirac ?

• **La LCR a le mérite de dire que « Chirac et son Assemblée doivent partir » ; mais va-t-elle encore se contenter de dire qu'ils « doivent démissionner », alors qu'ils n'en ont aucune intention et que la seule question maintenant est de les chasser ?** Or cet objectif pose le problème des moyens qu'on propose aux travailleurs pour y parvenir et exige donc de rompre avec l'attentisme et de prendre une véritable initiative, de faire une proposition concrète immédiate pour en finir avec Chirac ! D'autre part, la LCR va-t-elle continuer de se contenter (pour complaire au PCF, à la gauche du PS et à ATTAC) d'une ligne seulement « anti-libérale », alors que les travailleurs ont

besoin, pour se mobiliser politiquement, d'une orientation réellement anti-capitaliste ?

• **Le PT a raison de dénoncer l' « alternance » droite/gauche plurielle depuis plus de vingt ans et de dire que les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes ; mais va-t-il continuer à refuser l'appel à chasser Chirac et son Assemblée, apparemment sous prétexte d'éviter l'alternance, alors que, en fait, ce serait là une victoire décisive pour les travailleurs ?** Le PT va-t-il continuer à dire que les travailleurs ne peuvent « compter que sur leurs propres forces »... mais qu'ils doivent encore attendre patiemment avant que, « de cette manière, un peu plus tôt, un peu plus tard [sic !], toutes les conquêtes de la civilisation humaine remises en cause par la "Constitution" européenne (soient) reconquises » — ce qui revient à s'abstenir de tracer un objectif de combat politique immédiat pour les travailleurs ?

• **LO, enfin, a raison de dire que la victoire du NON ne règle rien par elle-même et que tout va se jouer maintenant dans les luttes ; mais va-t-elle continuer à refuser l'appel à chasser Chirac et son Assemblée...** pour mieux fuir ses propres responsabilités et continuer à ne proposer aucun programme concret, aucun objectif politique aux travailleurs, prétextant qu'ils ne seraient pas prêts ?

Nous avons donc de multiples divergences avec ces différentes forces syndicales et politiques. Cependant, toutes ont dénoncé et combattu le projet de « Constitution », toutes affirment leur volonté de défendre les intérêts des travailleurs et de se battre contre le patronat et le gouvernement. C'est pourquoi, *quels que soient nos désaccords avec elles et leurs désaccords entre elles*, si elles ne veulent pas gaspiller la chance qui leur est donnée par la victoire du 29 mai, si elles ne veulent pas se décrédibiliser, **elles ont le devoir de s'unir immédiatement, de toute urgence, sur un programme clair de combat et d'alternative politique** : pour chasser Chirac et son Assemblée UMP, pour en découdre avec le patronat, pour la grève générale, pour un gouvernement anti-capitaliste au service des travailleurs...

Nous appelons donc TOUTES ces organisations politiques et syndicales, ainsi que tous les collectifs pour le NON, à s'unir et à faire leurs propositions. Nous appelons tous les militants de ces organisations et de ces collectifs à se battre en leur sein pour que ces propositions soient discutées et adoptées. Nous appelons les travailleurs, les chômeurs et les jeunes à s'auto-organiser et à se battre dans le même sens. Et nous proposons que le tout premier objectif commun soit la convocation rapide d'une

## **GIGANTESQUE MANIFESTATION NATIONALE** **À L'ÉLYSÉE POUR CHASSER CHIRAC !**

*Ces propositions vous semblent justes ? Alors défendons-les ensemble !*  
**Contactez le Groupe CRI : 06 64 91 49 63 ou <http://groupecri.free.fr>**